

Presstalis. Le tribunal de commerce de Paris a validé hier un plan de restructuration drastique du groupe de distribution de la presse. Reportage chez les salariés du dépôt de Marseille.

Nuits blanches et jours sombres pour le pluralisme

Ce soir-là, le café de Marc, avalé à la va-vite avant de prendre son travail, a un goût amer. Ouvrier du livre à la Société d'agences et de diffusion (SAD) de Marseille depuis 32 ans, il n'accepte pas l'offensive menée par une « poignée d'éditorialistes de droite » contre les salariés du groupe Presstalis et, à travers eux, contre la distribution coopérative de la presse issue de la Libération.

Leur thèse : le déficit abyssal du groupe est de la responsabilité de salariés « privilégiés » et de leur syndicat majoritaire, la CGT. « On fait 21h-6h, 35h par semaine, on travaille le week-end je voudrais les y voir ! », tonne Marc. « Je sais par où passe les plus jeunes : tu ne manges pas avec tes enfants, tu ne dors pas avec ta femme. Le travail de nuit c'est quand même loin d'être un privilège », confie-t-il, révolté de se voir pointer du doigt avec ses collègues pour expliquer les difficultés de Presstalis et justifier le licenciement de 1 200 personnes sur 2 500 employés du groupe.

Même exaspération chez Ludovic et Thierry, tous deux 25 ans, embauchés à 1 500 euros après une période d'intérim. Amour, 45 ans, s'énerve : « On est loin d'être des Pinault en puissance qu'ils se rassurent là-haut. » Lui, de fusion et restructuration en est à son troisième dépôt. « J'ai trois enfants, je me tape cinquante bornes aller, cinquante bornes retour chaque nuit et il faudrait que je me laisse mettre au chômage et cracher dessus en plus ! »

Une condition de la démocratie

Non loin, Nicolas Guglielmacci, délégué du personnel CGT, renchérit : « C'est sans compter l'aspect physique du boulot. Ici les gars mettent en case pour chaque point de vente, les journaux et les magazines qu'on reçoit en palettes. Ça fait 4 à 500 paquets - environ 4 tonnes - portés par nuit et par personne. »

Tous ou presque figurent parmi les plus de 2 000 signataires de la pétition en ligne « Presstalis doit vivre ! Pour un service public de la distribution. » Initiée par des salariés communistes des médias, elle demande le retrait du plan de restructuration et « la convocation d'urgence, par le ministère, d'une table ronde pour refonder le système coopératif de distribution des quotidiens et périodiques en repartant de la défense du pluralisme de la presse ».

Une condition de la démocratie pour les salariés qui refusent de voir traiter « des journaux comme des boîtes de petits pois », affirme Nicolas Guglielmacci. Inquiet de l'accélération des logiques de rentabilité dans le secteur, il déplore déjà dans les derniers mois « la fermeture d'une quarantaine de petits



Les ouvriers de la SAD de Marseille, en charge de la distribution de la presse, ont cessé le travail une demi-heure dans la nuit d'hier à aujourd'hui pour protester contre la restructuration. PHOTOS MIGUE MARIOTTI

points de vente sur le territoire de la SAD, car jugés pas assez rentables par notre direction. »

S'ils reconnaissent que les difficultés de la presse écrite fragilisent nécessairement la distribution, aucun des ouvriers du dépôt ne croit à la fatalité. Maxime Picard, autre délégué CGT, tout juste de retour à l'entreprise après une réunion syndicale à Paris, dénonce une déstabilisation volontaire de Presstalis par certains grands éditeurs désireux de s'affranchir des impératifs du pluralisme. « Le départ du Point, de certains titres du groupe Mondadori ou de Marie-France pour les Messageries lyonnaises de presse (MLP) poursuit cet objectif », accuse-t-il.

Dans le local syndical de la SAD, le jeune syndicaliste s'appuie sur un communiqué daté de mars dernier. La présidente du conseil d'administration du groupe Presstalis, Anne-Marie Couderc, y écrit noir sur blanc : « Sans transfert sur la période 2010-2012, Presstalis aurait atteint l'équilibre d'exploitation fin 2012 grâce aux mesures de redressement prises pendant ces trois années. » Ancienne députée RPR et ministre d'Alain Juppé, elle ne peut être suspectée d'accointances avec le syndicat majoritaire.

« On ne laissera pas faire »

La situation n'entame pas la combativité des salariés, au contraire, Ludovic annonce la couleur : « On se battra, on ne laissera pas le bateau se faire couler, les bras croisés. » Au moment de la rencontre, le tribunal de commerce n'avait pas encore validé l'accord entre la direction, les éditeurs et l'État pour financer la restructuration. Mais les salariés le considéraient déjà comme acquis. « Ce que l'État est en train de faire, c'est financer à coups de millions le licenciement de 1 200 personnes et participer au démantèlement d'un système indispensable au pluralisme et donc à la démocratie », martèle Maxime Picard. Le plan prévoit notamment le transfert garanti par l'État - de 13 dépôts vers le concurrent MLP mais aussi la sous-traitance de la distribution des magazines et DVD.

« On ne laissera pas faire. On va amplifier nos actions de manière offensive et responsable, aller à l'extérieur pour interpeller élus et citoyens sur l'enjeu du pluralisme et les jours sombres qui se préparent si rien n'est fait », annonce Maxime Picard. On sera dans le cortège des entreprises en lutte dans la manifestation de Marseille pour l'emploi mardi », annonce le cégétiste. C'est l'heure de la pause, chez les salariés qui prennent l'air à l'entrée du dépôt, le message est passé et la certitude que l'union fait la force est palpable.